

DECLARATION DES FEDERATIONS DES FINANCES

CGT, FDSU, FO, CFDT, UNSA

LE CONTRAT PREMIERE EMBAUCHE DOIT ETRE ABROGE !

Plus de 3 millions de personnes ont participé aux 190 manifestations organisées sur l'ensemble du territoire national ce 4 avril.

Au Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, plusieurs milliers de salariés ont participé à cette journée d'action interprofessionnelle.

Une telle mobilisation signifie que les salariés du public comme du privé, les jeunes, les retraités et les privés d'emplois s'inscrivent dans une action convergente, inscrite dans la durée, afin d'obtenir le retrait du Contrat Première Embauche.

Elle signifie aussi le rejet total des tentatives d'aménagement du Contrat Première Embauche.

Les Fédérations des Finances CGT, FDSU, FO, CFDT, UNSA réaffirment que le Contrat Première Embauche n'est ni amendable, ni négociable !

C'est pourquoi :

- Elles font leur la déclaration du 5 avril 2006 signée par les organisations étudiantes et lycéennes (UNEF, Confédération Etudiante, UNL, FIDL) et les organisations syndicales CFE-CGC, CFDT, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA.
- Elles exigent qu'une loi abrogeant le Contrat Première Embauche soit votée avant les vacances parlementaires du 17 avril prochain.
- Elles soutiennent la journée d'action des étudiants et des lycéens du 11 avril et appellent les personnels à contribuer à sa réussite.
- Elles appellent leurs organisations syndicales locales, d'ici le 10 avril, à s'inscrire dans toutes les initiatives d'actions y compris celles visant à rencontrer les députés et sénateurs afin d'exiger publiquement de ces derniers le retrait du Contrat Première Embauche.

Les Fédérations des Finances CGT, FDSU, FO, CFDT, UNSA appellent les personnels du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie à poursuivre leurs mobilisations pour obtenir le retrait du Contrat Première Embauche.

A défaut d'une décision rapide de retrait du Contrat Première Embauche, elles se prononcent pour l'organisation d'un nouveau temps fort de mobilisation, sans exclure aucun moyen d'action.

Paris, le 6 avril 2006.